



**HAL**  
open science

# La place de l'idée républicaine des Lumières dans la France de la Libération

Pascale Pellerin

► **To cite this version:**

Pascale Pellerin. La place de l'idée républicaine des Lumières dans la France de la Libération. *Lumières*, 2018, 27/28, pp.265-276. hal-02050038

**HAL Id: hal-02050038**

**<https://hal.science/hal-02050038v1>**

Submitted on 26 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## La place de l'idée républicaine des Lumières dans la France de la Libération.

Comme l'écrit Mona Ozouf, « rien ne paraissait plus désuet, au sortir de la deuxième guerre mondiale, que la référence à l'idée républicaine ; elle était, semblait-il, inséparable du discrédit qui frappait une Troisième République convaincue de tous les crimes à la fois : d'avoir prêché une morale de soumission ; de s'être montrée sourde au malheur social, en proposant aux pauvres de travailler beaucoup et de prendre patience en attendant des jours meilleurs ; d'avoir brutalisé, à l'intérieur, les minorités, et mené à l'extérieur une politique coloniale sans tendresse ; d'avoir sacrifié la société à l'Etat »<sup>1</sup>. Et pourtant, le 25 août 1944, lors d'un discours à l'hôtel de ville, de Gaulle parle de la restauration de la république<sup>2</sup> ; la république est redevenue une foi, un idéal ; Il faut lui redonner un contenu politique, social, culturel. Nous sommes donc devant une contradiction primordiale. Alors que la troisième république, en se réclamant des Lumières, donnait l'impression d'une installation définitive de la forme républicaine, avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la défaite de 1940 creuse la tombe de l'idée comme de la forme républicaine. A l'heure où l'Etat français cherche à se reconstruire sur de nouvelles bases pour réinstaurer les principes républicains mis à mal par Vichy, on s'interroge sur les institutions à mettre en place mais on recherche surtout à retrouver les valeurs de la république, la liberté, l'égalité et la fraternité. Et l'on fait appel aux écrivains des Lumières, particulièrement à Rousseau et à Voltaire que l'on continue d'opposer. L'année 1944 qui correspond au deux-cent cinquantième anniversaire de la naissance de Voltaire fait couler beaucoup d'encre dans la presse issue de la Résistance. L'année 1945 voit deux rééditions du *Contrat social*. Voltaire et Rousseau incarnent deux idéologies contrastées. Rousseau, « plébéien authentique » est le philosophe des pauvres qui, plus que la république, veut établir une société juste. Voltaire est placé du côté des riches et des persécuteurs. Voltaire incarne la Troisième République, classée comme bourgeoise et rejetée par certains hommes issus de la Résistance, particulièrement les chrétiens. Les communistes, de leur côté accusent l'Etat français de ne pas rendre hommage au seigneur de Ferney à l'inverse de ce qui se passe en URSS. Derrière le couple formé par Voltaire et Rousseau se lisent plusieurs avatars des conceptions républicaines. En effet, il s'agit de restaurer la démocratie mais aussi de reconstruire la nation dans une perspective révolutionnaire et sociale. On veut donner un nouveau contenu au terme de république. En lisant attentivement la presse la période de la Libération, on constate que les écrivains des Lumières, Rousseau et Voltaire plus particulièrement illustrent cette volonté réformatrice.

La place de Rousseau dans la France de la Libération est paradoxale. Alors qu'un grand nombre de ses textes sont republiés, la presse est moins prolixe sur le philosophe de Genève. C'est Voltaire, son plus célèbre ennemi, qui lui vole la vedette. Mais l'ombre de Rousseau n'est jamais très loin de l'effigie du seigneur de Ferney. Par ailleurs la droite maurrassienne qui s'en était pris, avec virulence, au philosophe de Genève dans l'entre-deux guerres, écrasée par la victoire des armées alliées, baisse la tête et courbe l'échine. Les collaborateurs ont tout intérêt à se faire oublier pour échapper à l'épuration. Rousseau n'est plus la cible des uns et des autres et se voit réhabilité par ses partisans acquis à la Résistance. A l'heure où l'Etat français cherche à se reconstruire sur de nouvelles bases pour réinstaurer les principes républicains mis à mal par Vichy, on s'interroge sur les institutions à mettre en place. Restaurer la légalité républicaine c'est aussi dissoudre les Milices patriotiques et les

---

<sup>1</sup> Mona Ozouf, « L'idée républicaine et l'interprétation du passé national », *Annales, Histories, Sciences sociales*, 53<sup>ème</sup> année, n°6, 1998, p. 1075-1087, p. 1075.

<sup>2</sup> Voir Claude Nicolet, *L'idée républicaine en France*, Paris, Gallimard, 1982, p. 160.

Comités départementaux de libération issus du conseil national de la Résistance qui demande que ces derniers remplacent les conseils généraux et occupent des fonctions administratives. Devant le refus du gouvernement piloté de main de fer par le général de Gaulle, qui impose un référendum pour une nouvelle Assemblée constituante, la Résistance intérieure doit s'incliner. L'Etat républicain ne pouvait s'accommoder d'une armée plus ou moins populaire qui risquait de porter atteinte à son autorité. Est-ce à ce contexte politique difficile que l'on doit les deux rééditions du *Contrat social* en 1945 ? Manuels scolaires destinés à des lycéens, ces publications cultivent un ton plutôt neutre à l'égard de Rousseau. Celle publiée chez Hatier se livre à « une critique équitable » de l'œuvre de Rousseau. Ce dernier a rendu « de grands services à l'humanité » dans le domaine littéraire et politique mais n'a pas perçu suffisamment, dans ce domaine, ses propres contradictions. « Sa philosophie sociale [...] devait aboutir à la liberté individuelle : au lieu de cela, il exagère beaucoup trop souvent les droits de l'Etat »<sup>3</sup>. Analyse parfois superficielle et peu originale du *Contrat* qui « a réussi cependant à faire régner entre les hommes plus de justice et plus d'égalité »<sup>4</sup>. L'ouvrage « est le bréviaire du révolutionnaire, le fonds commun où ils vont puiser »<sup>5</sup>. Le préfacier Paul Lemaire rend hommage à Rousseau en rappelant que l'œuvre du philosophe genevois « est de celles pour lesquelles on se bat ». Rousseau a posé le principe de la fraternité humaine. La constitution votée le 27 octobre 1946, celle de la quatrième république, renoue avec la tradition révolutionnaire et, contrairement à celle de 1875, contient une allusion explicite à la Déclaration des Droits de 1789. Une deuxième édition précédée du *Discours sur les sciences et les arts* paraît aux éditions Diderot. La préface de Georges Bénézé<sup>6</sup> distingue deux types d'explication sur la formation et le fonctionnement de la société, l'une sociologique et historique qu'il rattache à Montesquieu, la deuxième abstraite et morale qu'il croit déceler chez Rousseau. Mais rien sur la complexité de la pensée politique du philosophe, et le dualisme profond entre la liberté de l'homme à l'état naturel, et celle qu'il retrouve, sous d'autres formes, dans l'état social. Il tend à réduire la réflexion de Rousseau à une position morale. C'est en 1946 que paraît l'essai du poète et philosophe Jean Wahl, *Tableau de la philosophie française*, qui consacre plusieurs pages à Rousseau. D'origine juive, interdit d'enseignement sous l'Occupation, Jean Wahl fut arrêté en juillet 1941, interné à Drancy puis relâché en novembre. Il s'exile aux Etats-Unis puis revient enseigner en France où il devient le directeur de la *Revue de métaphysique et de morale*. Durant la guerre, il a publié plusieurs poésies dans la revue *Fontaine* fondée par Max-Pol Fouchet en 1939 à Alger et qui fut l'une des principales revues de la résistance intellectuelle au nazisme. Jean Wahl ne rattache aucunement le genevois à une quelconque foi chrétienne et préfère, à propos des *Rêveries*, qui consacre la fusion de l'être avec la nature, parler de « mysticisme existentiel »<sup>7</sup>. Il rappelle la forte influence de Rousseau sur la Révolution, sur Kant et sur Hegel, car, pour Jean Wahl, Rousseau « est beaucoup plus un point de départ qu'un point d'arrivée »<sup>8</sup>. Il insiste sur l'apport de Rousseau à la Révolution française à travers l'idée de la volonté générale. Jean Wahl consacre également quelques pages à Voltaire en faisant remarquer que la conception du patriarche sur l'égalité est « assez flottante. Elle est bien résumée dans cette phrase :

« L'égalité est la chose du monde la plus naturelle et la plus chimérique ». D'une part, chaque homme a le droit dans le fond de son cœur de se croire entièrement égal aux autres

---

<sup>3</sup> Rousseau, *Du Contrat social*, Introduction et notes par Paul Lemaire, Paris, Hatier, 1945, p. 12.

<sup>4</sup> Ibid, p. 9.

<sup>5</sup> Ibid, p. 17.

<sup>6</sup> Georges Bénézé, (1888-1978), disciple d'Alain, essayiste et enseignant de philosophie. Il a notamment été le professeur de Jean Hyppolite, traducteur d'Hegel.

<sup>7</sup> Jean Wahl, *Tableau de la philosophie française*, Fontaine, Paris, 1946, p.95.

<sup>8</sup> Ibid, p. 93.

hommes. D'autre part, le genre humain, tel qu'il est, ne peut subsister, à moins qu'il n'y ait une infinité d'hommes qui ne possèdent rien du tout »<sup>9</sup>.

Wahl n'établit pas de lien entre Voltaire et la Révolution ou l'idée républicaine. Ces éditions ne donnent lieu à aucun commentaire dans la presse de l'époque. Il existe également quelques rééditions de Voltaire, celles de *Candide* et de *Zadig* particulièrement, une brochure de Bernard Gagnebin<sup>10</sup> d'une trentaine de pages sur la responsabilité de Voltaire dans l'expulsion de Rousseau de l'île Saint-Pierre. Ces éditions ne sont pas non plus répertoriées dans les journaux.

Cependant les cérémonies autour du deux-cent cinquantième anniversaire de la naissance de Voltaire en novembre-décembre 1944 ne peuvent manquer d'attirer l'attention sur le philosophe. L'hebdomadaire *Carrefour* publié par le catholique Jean Dannenmüller, secrétaire de Georges Bidault, dans son n° du 2 décembre 1944, oppose Voltaire, le riche, à Rousseau, le philosophe des pauvres, avec une tendresse manifeste pour ce dernier. Son auteur, Armand Hoog<sup>11</sup>, ne cache pas son hostilité à l'égard de Voltaire :

« Dans le *Dictionnaire philosophique*, à l'article « Homme », de quelle hauteur ce millionnaire parle-t-il de Rousseau, « un gueux qui voudrait que tous les riches fussent volés par les pauvres, afin de mieux établir l'union fraternelle entre les hommes ». Le ton de ce riche est insoutenable »<sup>12</sup>.

Il félicite Henri Guillemin<sup>13</sup> d'avoir pris la défense de Rousseau contre ses vils détracteurs enrégimentés sous la bannière de Ferney :

« M. Henri Guillemin a montré que du côté de Rousseau est l'amour, la foi en l'homme et cette soif de la justice qui seuls permettent les révolutions ». Voltaire s'est attaqué au catholicisme parce qu'elle est une « religion de pauvres, de domestiques et de petits ».

Même appréciation dans le deuxième numéro de la revue mensuelle *Carrefours de culture humaniste* de février 1945. Henri Lemaître y publie un long article, *Valeurs et limites de l'humanisme voltairien*, qui plaide pour Rousseau contre Voltaire. Sans affirmer catégoriquement que le citoyen de Genève eût choisi le camp de la résistance contre les nazis, le catholique Henri Lemaître suppose que son principal ennemi Voltaire se serait tenu à l'abri du danger : « Quand on compare la sécurité confortable de Ferney avec le vagabondage de Rousseau, on ne peut s'empêcher, aujourd'hui, de penser que Voltaire n'eût pas couru les risques de la clandestinité »<sup>14</sup>. Il évoque le fanatisme de Voltaire dans la persécution qu'il imposa au malheureux Rousseau et se range sans hésitation aux conclusions de l'ouvrage d'Henri Guillemin, *Cette affaire infernale*, parue en 1942 :

« L'homme de Voltaire reste mutilé, parce qu'il lui manque, à force de scepticisme, toute une part d'humanité. [...] il montra bien qu'en effet la foi lui était étrangère lorsqu'il

---

<sup>9</sup> Ibid, p. 72.

<sup>10</sup> Bernard Gagnebin (1915-1998), enseignant et philosophe, a publié deux nombreux essais sur Calvin, Rousseau et Voltaire.

<sup>11</sup> Armand Hoog (1912-1999), romancier et essayiste.

<sup>12</sup> *Carrefour*, p. 6.

<sup>13</sup> Henri Guillemin (1903-1992), historien, critique littéraire et polémiste, est l'auteur de très nombreux essais sur la Révolution française, Napoléon et Jeanne d'Arc.

<sup>14</sup> *Carrefours de culture humaniste*, p. 71.

s'acharna sur le Rousseau de la *Profession de Foi du Vicaire Savoyard* »<sup>15</sup>. Dans le même numéro, la rubrique consacrée à la presse cite le quotidien du MRP, Mouvement républicain populaire, *La Victoire*, qui reproche à Voltaire de s'être acharné sur Rousseau :

« Il est aujourd'hui démontré que Voltaire a été l'âme de ces persécutions systématiques qui ont conduit aux portes du délire le malheureux Rousseau, plébéien authentique lui, et auquel le châtelain de Ferney ne pouvait pardonner d'avoir osé confesser publiquement la divinité du Christ »<sup>16</sup>.

La thèse de Guillemin a trouvé un écho profond parmi les catholiques qui se sont engagés dans la Résistance ou qui en ont été proches. Rousseau est du côté du Christ martyrisé, des pauvres et des persécutés, de ceux aussi qui refusent l'ordre établi. C'est sur cette question qu'a pu se construire une solidarité dans la Résistance entre chrétiens et laïcs socialistes et communistes qui refusèrent le joug nazi. Mais la nécessité d'une alliance se rompt vite à la Libération et le combat politique entre les partis pèse assez lourdement sur les jugements portés sur Voltaire et Rousseau.

Quelques semaines après la libération de la France, le 22 novembre, le journal *Franc-Tireur*<sup>17</sup> devenu quotidien depuis le 21 août 1944, issu des mouvements unis de résistance, ne veut pas passer à côté de l'anniversaire de la naissance de Voltaire et lui rend hommage par ces deux lignes : « Si Pétain est par terre, C'est la faute à Voltaire ». Le lendemain, Pol Gaillard dans l'*Humanité*, rappelle que Voltaire fut un écrivain de la liberté :

« Journaliste et écrivain de génie, il réclame sans cesse, par les moyens les plus divers, une politique fondée sur la raison, il répand partout la clarté de son esprit, il nous apprend à être libres »<sup>18</sup>.

Les journaux communistes rendent un hommage très appuyé à Voltaire. Des intellectuels non inféodés au parti communiste ont publié quelques articles dans la presse proche du parti après la Libération. Bernard Groethuysen fut de ceux-là. Ce grand intellectuel, d'origine allemande, auteur de la *Philosophie de la révolution française*, publie un article dans les *Lettres françaises* le 16 décembre 1944, *Voltaire le fervent*. Il rappelle l'enthousiasme de Voltaire, son manque de sagesse et de modération qu'il considère comme une vertu. Citant le patriarche, « Il faut faire la guerre et mourir noblement », il ajoute « Et, dans cette guerre, il voudrait voir à ses côtés tous ceux qui combattent pour la liberté ». Groethuysen conclut son article par une incantation à l'unité des démocrates : « Aimez-vous les uns les autres et écrasez l'infâme. Sachons écouter l'appel que Voltaire nous adresse aujourd'hui à nous tous, ses amis et ses anciens ennemis, et restons unis »<sup>19</sup>.

Ce n'est pas un hasard si Groethuysen lance cet appel dans les *Lettres françaises*. Fondée durant la Résistance en 1942 par Jean Paulhan et Jacques Decour, ce journal fut la rencontre entre tous les mouvements luttant contre le nazisme, chrétiens, socialistes et communistes. Voltaire constitue donc le dénominateur commun de la résistance à toute barbarie et à toute oppression. Cet article était peut-être aussi une réponse au texte d'André

---

<sup>15</sup> Ibid, p. 75.

<sup>16</sup> Ibid, p. 158.

<sup>17</sup> Voir Otis Fellows, *From Voltaire to La Nouvelle Critique*, problems and personalities, Librairie Droz, Genève, 1970, p. 13.

<sup>18</sup> *L'Humanité*, 22 novembre 1944. p 2.

<sup>19</sup> *Lettres françaises*, 16 décembre 1944, p. 5.

Rousseaux qui avait publié dans le même journal, le 2 décembre 1944, un article moins élogieux sur Voltaire. André Rousseaux fut avant-guerre un catholique nationaliste de droite proche de l'Action française mais a collaboré aux *Lettres françaises* dès 1943. Affirmant que Voltaire aurait eu la phobie du communisme, il souligne son conservatisme et son scepticisme, sa peur du risque et de l'aventure : « A la vérité, l'inactualité de Voltaire est profonde. [...] C'est dire que notre temps de désolation illuminée par l'héroïsme n'est pas du tout le sien »<sup>20</sup>.

Si plusieurs journaux soulignent les sentiments contre-révolutionnaires de Voltaire, les communistes tiennent à souligner qu'il fut un combattant de la liberté et de la tolérance ne reculant pas devant l'usage de la clandestinité pour publier certains de ses écrits. Jusqu'en avril 1945 et l'élection de Truman aux Etats-Unis, qui correspond au début de la guerre froide, le ton dans les journaux communistes reste consensuel particulièrement à l'égard des chrétiens. Nous en voulons pour preuve l'article publié dans *La Pensée* d'octobre-novembre-décembre 1944 intitulé Pour le 250<sup>ème</sup> anniversaire de Voltaire. Cécile Angrand, son auteure, regrette tout d'abord que l'Etat français n'ait pas suivi l'exemple de l'URSS en rendant un hommage officiel et grandiose au patriarche de Ferney. Elle démontre que Voltaire ne s'est pas contenté de mener le combat contre l'intolérance de l'Eglise catholique. Son œuvre constitue un engagement contre l'injustice et pour une morale apte à construire un monde meilleur, non contre la figure de Jésus qui a prêché des valeurs de fraternité et de partage :

« Il n'a pas été sans admirer la beauté des Evangiles et de leur morale de fraternité humaine ; la personne du Christ lui paraît touchante et noble : « un pauvre qui prêche les pauvres », « un homme distingué entre les hommes par son zèle, par sa vertu, par son amour de l'égalité fraternelle »<sup>21</sup>.

S'il a mené une lutte continuelle contre l'intolérance religieuse, il n'a pas oublié le despotisme des parlements : « Il accuse les Parlements de défendre les abus et privilèges, de s'opposer aux réformes qu'exigent les philosophes en matière de législation ou d'économie, autant que de servir les passions religieuses ».

L'article veut rompre avec l'image d'un Voltaire grand bourgeois qui méprise le peuple qu'il veut réduire à la soumission. Bien au contraire notre philosophe ne peut supporter la résignation du peuple et « s'insurge contre la misérable condition des esclaves et des paysans »<sup>22</sup>. Ses dérapages sur la canaille ou la populace sont démentis par ses ouvrages où il affirme qu'il faut éclairer le peuple.

Julien Benda, de son côté rend un bel hommage à Voltaire dans un numéro de la revue *Confluences* de janvier-février 1945. Fondée durant l'Occupation par Jacques Aubenque en 1941 puis reprise par René Tavernier quelques mois plus tard, cette revue a joué un rôle important dans la résistance intellectuelle au nazisme. L'auteur de la *Trahison des clercs* devenu un compagnon de route du parti communiste, après avoir fustigé le marxisme avant-guerre, s'interroge sur l'actualité des positions politiques et sociales de Voltaire dans le contexte de l'après-guerre. « Voltaire est-il des nôtres ? » Vaste question à laquelle répond Benda de manière assez tranchée :

---

<sup>20</sup> *Lettres françaises*, 2 décembre 1944, p. 5.

<sup>21</sup> *La Pensée*, octobre-novembre-décembre 1944, p. 62. Dans *Le Populaire* du 2 décembre 1944, quotidien de la SFIO, Jean Guéhenno rapproche aussi Voltaire de Jésus.

<sup>22</sup> *Ibid*, p. 63.

« Il annonce la Déclaration de 89 quand il pose, dans une incidente, que les hommes naissent tous égaux. Il repousse le privilège en matière civile, mais semble l'accepter en matière politique lorsqu'il écrit : « Ceux qui n'ont ni terrain ni maison dans cette société doivent-ils y avoir leurs voix ? Ils n'en ont pas plus le droit qu'un commis payé par des marchands n'en aurait à régler leur commerce » ; toutefois il ajoute : « Mais ils peuvent être associés, soit pour avoir rendu des services, soit pour avoir payé leur association » ; petite fissure par où passera le suffrage universel. [...] Un trait qui lui impose sans recours possible la paternité de la Révolution française est sa volonté de fonder la législation sur la raison abstraite et non sur la coutume. D'où son désir, inlassablement exprimé, de voir unifier les règlements, les codes »<sup>23</sup>.

Benda prend le contrepied de la thèse d'un Voltaire pessimiste voire cynique et le rapproche de Saint-Just :

« Toutefois, ce qui me paraît le plus caractéristique de sa thèse en matière sociale est son refus d'admettre la fatalité de la misère humaine, sa croyance, au contraire, dans la possibilité pour l'espèce, non pour quelques élus, d'accéder au bonheur. Le mot de saint-Just à la Convention : « le bonheur est une idée nouvelle » dérive directement de Voltaire. [...] On peut toutefois penser que s'il eût vu cette bourgeoisie s'insurger, dès le début de la Troisième République, contre ces lois laïques qu'il réclamait si fort, se jeter dans les bras de l'Eglise, nullement par conviction religieuse, mais par terreur de perdre ses privilèges et dans l'espoir qu'elle les lui sauverait ; s'il l'eût vue, lors de l'affaire Dreyfus, se solidariser avec l'iniquité la plus cynique et avec l'arrogance d'une faction militaire ; s'il l'eût vue, au lendemain de la dernière guerre, s'efforcer, par l'armée Wrangel, d'écraser en Russie la république naissante, [...] assassiner la république espagnole, applaudir aux régimes fascistes et tenter d'en établir un chez elle ; s'il l'eût vue essayer par tous les moyens en son pouvoir de faire échouer en France toutes les mesures tendant à un peu plus de justice sociale, [...] il lui eût jeté cruellement son mépris à la face et se fût tourné, bien qu'il ne fût porté vers elle ni par sa naissance, ni par son éducation, ni par ses goûts, vers la classe révolutionnaire, la seule dont, désormais, il eût pensé pouvoir attendre la réalisation de son idéal de liberté, de justice et d'un peu moins de misère humaine »<sup>24</sup>.

Cette image de Voltaire combattant laïc et défenseur de la classe des opprimés appartient au discours de la gauche laïque et anticléricale de la SFIO et plus encore du parti communiste où l'attachement à la République signifie combat pour les acquis sociaux et lutte contre le clergé sans s'attarder précisément sur les formes constitutionnelles. Mais il est également question de Voltaire dans le *Figaro* et le célèbre critique littéraire André Billy regrette l'absence du général de Gaulle à la Sorbonne pour la commémoration officielle du 250<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance du philosophe le 10 décembre 1944. Les chrétiens sont plus critiques à l'égard de Voltaire mais reconnaissent en lui un défenseur des « droits naturels de l'homme également sacrés aux yeux de la raison et de la foi »<sup>25</sup>.

Le début de la guerre froide accentue les tensions entre les communistes et les chrétiens. Ces derniers sont accusés de faire le jeu des réactionnaires. Dans l'*Humanité* du 25 décembre 1945, Pierre Hervé s'en prend à Mauriac et à sa foi chrétienne dans un article intitulé « C'est la faute à Voltaire ». Pierre Hervé, professeur de philosophie, fut l'un des responsables du mouvement Libération-Sud et devient secrétaire des Mouvements unis de la Résistance et membre du conseil national de la Résistance. Il accuse Mauriac de faire le jeu de

---

<sup>23</sup> *Confluences*, janvier-février 1945, p. 58.

<sup>24</sup> *Ibid*, p. 60.

<sup>25</sup> Voir *Témoignage chrétien*, 15 décembre 1944, p. 3.

l'Espagne de Franco et de soutenir l'orientation pro-américaine du Vatican. Il affirme que les communistes sont les seuls à assumer l'héritage de l'auteur de *Candide* : « La faute de Voltaire qui fustigeait les superstitions, défendait Calas et Sirven [...] voilà que nous sommes les seuls à ne pas refuser d'en assumer les conséquences ».

Le parti communiste se veut le seul héritier du combat de Voltaire. Il établit un lien direct entre les Lumières, la Révolution et l'œuvre de la Résistance en reprochant au gouvernement issu de la Libération de ne pas fêter avec assez de ferveur l'anniversaire du grand philosophe<sup>26</sup>. Rousseau est par ailleurs boudé par les intellectuels aux ordres de Moscou. Les feuilles communistes lui accordent peu de place. L'intérêt qu'ils portent à Voltaire montre que les problèmes constitutionnels leur importent peu. Plus surprenante semble leur indifférence à l'égard de l'auteur du *Discours sur l'inégalité*. Mais les attaques d'Henri Guillemin contre Voltaire et la coterie holbachique accusés d'avoir persécuté Rousseau se poursuivent dans les années qui suivent la Libération. Et le parti communiste a fait le choix des matérialistes et les encyclopédistes contre l'image du vicaire savoyard devenu suspect parce que défendu par les chrétiens. Ils ne font pas le pèlerinage à Ermenonville. Le 4 août 1945, jour de l'anniversaire de l'abolition des privilèges, c'est un journaliste du quotidien *Libé-Soir*, issu du mouvement Libération en France occupée, qui se rend à Ermenonville et qui pénètre dans « la maison de Rousseau ». Cette courte visite se conclut sur une citation du philosophe accompagné d'un commentaire incisif : « Celui-là est véritablement libre qui n'a pas besoin de mettre les bras d'un autre au bout des siens ». Ce message d'outre-tombe éveille dans le siècle du travail à la chaîne et des V.I de bien curieuses résonances ». Bel hommage rendu au philosophe qui avait dénoncé l'aliénation produite par les progrès trop rapides d'une civilisation qui avait engendré la propriété, l'inégalité et le travail. Et qui nous rappelle aussi que le *Discours sur l'origine de l'inégalité* fut l'un des livres de chevet de Karl Marx. Se faire l'avocat de Rousseau quand on est membre du parti communiste, le désigner comme le grand esprit révolutionnaire du XVIII<sup>e</sup> siècle au dessus de Diderot et de d'Holbach, c'est s'attirer les foudres de l'orthodoxie communiste. Edgard Morin qui rend hommage à Rousseau dans les *Lettres françaises* du 1<sup>er</sup> janvier 1948 va en faire la douloureuse expérience. Il commet un sacrilège lorsqu'il fait de Rousseau le père principal de la Révolution française :

« Ses véritables disciples, ceux qui, le 11 octobre 1794, transportèrent ses cendres au Panthéon, sont les hommes de 93, ceux du 2<sup>e</sup> comité de salut public, groupés autour de Robespierre et de Saint-Just. C'est en Rousseau qu'ils ont reconnu le père de la Révolution – et non en Diderot et Voltaire. C'est Rousseau le grand esprit révolutionnaire qui se penche sur le XX<sup>e</sup> siècle. C'est de lui que part, non seulement la théorie politique de la révolution, de la démocratie, mais la grande révolution de la sensibilité. [...] Il est progressiste, enfin et surtout, lorsque le premier de tous, il fonde une sociologie et une politique républicaines. [...] En effet, Rousseau est le premier penseur moderne qui ait fondé la notion de l'Etat populaire. Voilà ce que nous hommes du XX<sup>e</sup> siècle, nous pouvons chercher chez Rousseau. La société – depuis Montesquieu l'aristocrate – était singulièrement absente aux philosophes. Ils n'y voyaient que conflits d'individus ; ils ne rêvaient que « despotisme éclairé », c'est-à-dire la primauté du plus intelligent des individus – conception impliquant le mépris de la masse. Rousseau arrive. Il aime la masse. Il en est. Voltaire lui rappelle avec mépris qu'il fut garçon horloger. Ah ! voilà qui classe Voltaire d'au moins une révolution en arrière. Rousseau veut vivre de la vie du salarié, en copiant de la musique ; il aime marcher de la rue de Clignancourt à la rue Plâtrière, se mêlant aux chaudronniers, aux vieux invalides, aux enfants. Et c'est un homme du peuple, aimant le peuple qui, le premier, donne une réalité à ces masses qui, en

---

<sup>26</sup> Voir à ce sujet Jean Goulemot, « Candide militant », revue *Libre*, n°7, 1980, Payot, p. 199-245, p. 223.



1789, vont faire irruption au grand jour. Rousseau fut le premier des philosophes qui fit de ce mot de peuple un mot sacré, un mot d'amour et de respect, le premier qui déclare que seul le régime populaire est légitime, et, pour cela, il est, comme l'a dit B.Groethuysen, dans une remarquable étude sur Rousseau, le premier qui donne une existence réelle à cet être collectif qu'on appelle peuple. Devançant Durkheim, Rousseau fait du peuple une réalité propre, une personne : le peuple c'est le souverain. C'est la seule transcendance. C'est la réalité historique, sociologique, politique fondamentale. Pour la première fois, les rois, les despotes éclairés, les systèmes oligarchiques sont radicalement écartés. Ils n'ont plus de justifications. Ils n'en auront plus »<sup>27</sup>.

Ce plaidoyer d'Edgar Morin lui vaut, trois semaines plus tard, à l'intérieur du même hebdomadaire, le 29 janvier 1948, une réponse d'un certain Pierre Kaldor, qui reproche à Rousseau sa méfiance à l'égard de la députation et son « appel direct au peuple, vieux hochet des tenants du pouvoir personnel ». Sous prétexte de dénigrer Rousseau, il semble que le chroniqueur des *Lettres françaises* lance un procès politique, de type stalinien, contre Edgar Morin, encore membre pour deux ans du parti communiste. Pour les tenants de l'orthodoxie communiste, Edgard Morin a commis un double crime. Il reproche en effet aux communistes de servir un peu trop « de la tarte à la crème d'Helvétius, Diderot, Condillac, d'Holbach ». Mais il établit également un lien entre Rousseau, le positivisme, Auguste Comte qui a influencé de manière importante l'idée républicaine du XIXème siècle et le discours révolutionnaire après l'Occupation. Ce n'est pas tant le fait de tirer Rousseau du côté de la sociologie qui gêne les communistes que de réinscrire l'espoir révolutionnaire dans une histoire de la philosophie politique où le marxisme n'est plus central et la révolution bolchevique pas même mentionnée. Pour le parti communiste, il n'existe qu'une seule filiation, celle qui va des matérialistes des Lumières en passant par la Révolution française jusqu'à la création de l'URSS. Il ne remet pas en cause le rapprochement entre Auguste Comte et Rousseau qui pouvait faire objet de débat<sup>28</sup>. Le 29 janvier 1948, Pierre Kaldor accuse donc Rousseau de légitimer la dictature personnelle et de mettre en garde le peuple contre la représentation et la députation car « l'appel au peuple, écrit-il, est un vieux hochet des tenants du pouvoir personnel »<sup>29</sup>. Et de conclure qu'« Edgar Morin travaille à la persistance d'un monde de misères et de guerres. » Edgar Morin est exclu du parti communiste en 1951.

Au moment de la Libération et des années qui suivent, la question de la république elle-même n'est pas au cœur des débats sur les écrivains des Lumières. Ce qui peut sembler contradictoire avec le fait que la doctrine républicaine française revendique l'héritage des Lumières. Mais la Libération nécessite pour beaucoup une rupture car la Troisième République a failli. Le texte adopté le 27 octobre 1946 qui instaure la quatrième république renoue avec les traditions des déclarations de droits et s'inspire peu ou prou du modèle révolutionnaire issu de la Résistance. Rousseau et Voltaire sont donc moins présentés sous la figure de républicains que de résistants ou de révolutionnaires. Le début de la guerre froide modifie les enjeux des débats. Voltaire est accaparé par le parti communiste.

Pascale Pellerin  
CNRS. UMR IRHIM 5317. Université Lyon 2.

---

<sup>27</sup> *Lettres françaises*, 1<sup>er</sup> janvier 1948, p. 5.

<sup>28</sup> Voir à ce sujet, Claude Nicolet, *L'idée républicaine en France*, op.cit, p. 72 et 190.

<sup>29</sup> *Lettres françaises*, 29 janvier 1948, p. 5.

